Arrêté Préfectoral N° APDDPP-22-0752
déterminant une zone réglementée suite à des déclarations d’infections d’influenza aviaire
hautement pathogène sur des communes vendéennes

Le Préfet de la Vendée
Chevalier de la légion d’honneur
Chevalier de l’Ordre National du mérite

VU le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil relatif aux maladies animales transmissibles et modifiant et abrogeant certains actes dans le domaine de la santé animale (« législation sur la santé animale ») ;

VU le règlement délégué (UE) 2020/687 de la Commission du 17 décembre 2019 complétant le règlement (UE) 2016/429 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les règles relatives à la prévention de certaines maladies répertoriées et à la lutte contre celles-ci ;

VU le règlement d’exécution (UE) 2018/1882 de la Commission du 3 décembre 2018 sur l’application de certaines dispositions en matière de prévention et de lutte contre les maladies à des catégories de maladies répertoriées et établissant une liste des espèces et des groupes d’espèces qui présentent un risque considérable du point de vue de la propagation de ces maladies répertoriées ;

VU le règlement (CE) n°853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d’hygiène applicables aux denrées alimentaires d’origine animale ;

VU le règlement (CE) n°1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002 (règlement relatif aux sous-produits animaux) ;

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment ses articles L201-1 à L201-13 et L221-1 à L221-9, L223-1 à L223-8, R223-3 à R223-12, D223-22-2 à D223-22-17 ;

VU l’arrêté ministériel du 10 septembre 2001 modifié fixant des mesures financières relatives à la lutte contre les pestes aviaires : maladie de Newcastle et influenza aviaire ;

VU l’arrêté ministériel du 18 janvier 2008 modifié fixant les mesures techniques et administratives relatives à la lutte contre l’influenza aviaire ;

VU l’arrêté du 14 octobre 2005 fixant les règles générales de police sanitaire relatives aux produits d’origine animale destinés à la consommation humaine ;

VU l’arrêté du 29 septembre 2021 relatif aux mesures de biosécurité applicables par les opérateurs et les professionnels liés aux animaux dans les établissements détenant des volailles ou des oiseaux captifs dans le cadre de la prévention des maladies animales transmissibles aux animaux ou aux êtres humains ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l’organisation et à l’action des services de l’Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du Président de la République du 3 novembre 2021 portant nomination de Monsieur Gérard GAVORY, en qualité de préfet de la Vendée ;

185 Bd du Maréchal Leclerc
85 795
85 020 LA ROCHE SUR YON Cedex
Tel : 02.51.47.10.00 – Mel : ddpp@vendee.gouv.fr
l'arrêté préfectoral n°20-DRCTAJ/2-610 du 22/11/2021 portant délégation de signature à Monsieur Christophe MOURRIERAS, directeur départemental de la protection des populations de la Vendée ;

la décision de subdélégation du 24 novembre 2021 de Monsieur Christophe MOURRIERAS donnant subdélégation à Madame Maryvonne REYNAUD, directrice départementale adjointe de la DDPP de la Vendée;

Considérant le caractère extrêmement contagieux et grave de l’Influenza Aviaire ;

Considérant l’urgence sanitaire et la nécessité de prendre de mesures de lutte adaptées à la situation sanitaire ;

Considérant la stabilisation de l’épidémie influenza aviaire hautement pathogène en matière de circulation du virus dans le département de la Vendée, qui permet de réviser les restrictions édictées et de prendre de nouvelles mesures de prévention, de surveillance et de lutte permettant la remise en place progressive et surveillée de volailles dans certains territoires ;

Considérant la réalisation des opérations de nettoyage désinfection préliminaires des élevages foyers de la zone ;

SUR proposition du directeur départemental de la protection des populations de la Vendée,

ARRÊTE

Article 1er : définition

Une zone réglementée est définie comme suit :

- une zone de protection comprenant toutes les exploitations situées dans le territoire des communes listées en annexe 1 ;
- une zone de surveillance avec assainissement comprenant toutes les exploitations situées dans le territoire des communes listées en annexe 2 ;
- une zone de surveillance comprenant toutes les exploitations situées dans le territoire des communes listées en annexe 3.

Les communes en zone indemne sont précisées en annexe 4.

Article 2 : mesures dans la zone réglementée

Dans la zone réglementée, sont appliquées les dispositions suivantes :

1° Les responsables d’exploitation commerciale détenant des oiseaux se déclarent auprès de la direction départementale de la protection des populations en mentionnant les effectifs des différentes espèces. Un suivi régulier et contrôle des registres est effectué par la direction départementale de la protection des populations.

2° Les détenteurs d'exploitations non commerciales de volailles se déclarent auprès des mairies ou sur Internet via la procédure suivante : http://mesdemarches.agriculture.gouv.fr/.

3° Les lieux de détention de volailles font l'objet de visites par un vétérinaire sanitaire à la demande de la direction départementale de la protection des populations pour contrôler l'état sanitaire des animaux par l'examen clinique, la vérification des informations du registre d'élevage et le cas échéant, la réalisation de prélèvements pour analyse de laboratoire.

4° Toute apparition de signes cliniques évocateurs d'influenza aviaire ou toute augmentation de la mortalité ainsi que toute baisse importante dans les données de production sont immédiatement signalées à la direction départementale de la protection des populations par les responsables des exploitations qu'elles soient de nature commerciale ou non.
5° Tous les détenteurs d'oiseaux mettent en œuvre les mesures de biosécurité adaptées pour prévenir le risque de diffusion de la maladie, en particulier via le contact avec les oiseaux sauvages, en protégeant l'accès à l'alimentation, à l'abreuvement, aux silos et stockage d'aliments et, dans la mesure du possible, le maintien des oiseaux en bâtiment ou la réduction de surface des parcours. Les cadavres qui ne pourraient être éliminés dans les meilleurs délais sont stockés dans des containers étanches.

6° L'accès aux exploitations commerciales est limité aux personnes autorisées. Ces personnes mettent en œuvre les mesures de biosécurité individuelles visant à limiter le risque de diffusion la maladie, notamment par l'utilisation de vêtements de protection à usage unique et, en cas de visite d'une exploitation suspecte, la prise de précautions supplémentaires telles que douche, changement de tenue vestimentaire et nettoyage des bottes. Les exploitations tiennent un registre de toutes les personnes qui pénètrent sur le site de l'exploitation.

7° Le nettoyage et la désinfection des véhicules sont effectués, sous la responsabilité du responsable de l'établissement concerné, à l'entrée et à la sortie de tous les établissements en lien avec l'élevage avicole tels que les élevages, les couvoirs, les abattoirs, les entrepôts, les usines de sous-produits animaux ou les centres d'emballage d'œufs.
Un nettoyage et une désinfection intermédiaire doivent être réalisés en sortie de zone réglementée pour tous les véhicules provenant d'un de ces établissements situés dans le périmètre réglementé. Les tournées impliquant des zones de statuts différents dans le périmètre réglementé sont organisées de façon à commencer par la périphérie vers le centre du périmètre réglementé. Les personnes intervenant dans ces installations suivent les procédures de biosécurité adaptées à leur activité.

8° Les rassemblements d'oiseaux tels que les foires, marchés et les expositions sont interdits.

9° Les lâchers de gibiers à plumes sont interdits.

10° Le transport et l'épandage du lisier provenant de volailles ou gibier à plume est interdit. Par dérogation, les épandages du lisier des élevages commerciaux peuvent être autorisés par la direction départementale de la protection des populations sous réserve de la mise en œuvre, sur l'exploitation, de procédés assainissant préalables.
L'évacuation ou l'épandage de la litière usagée ou du fumier provenant des exploitations mentionnées à l'article 1 est interdit sauf autorisation délivrée par la direction départementale de la protection des populations.

Par dérogation, l'épandage des effluents issus d'élevages avicoles non contaminés par l'influenza aviaire est autorisé, sans exigence d'assainissement préalable, sous réserve d'enfouissement immédiat (utilisation d'injecteur ou enfouissement immédiatement après l'épandage, les tracteurs réalisant les opérations d'épandage et de recouvrement l'un derrière l'autre) ; à la fin du chantier d'épandage tout le matériel utilisé doit être désinfecté (roues, tonne, benne, remorque, épandeur...).

L'expédition de fumier ou de lisier à destination d'une usine agréée pour le traitement ou l'entreposage temporaire en vue d'un traitement ultérieur visant à détruire tout virus de l'influenza aviaire éventuellement présent conformément au règlement (CE) n° 1069/2009 du 21 octobre 2009 peut être autorisé par la direction départementale de la protection des populations.

11° Les mouvements et les mises en place de volailles et autres oiseaux captifs ainsi que les mouvements de produits qui en sont issus sont interdits au sein, à destination et en provenance de la zone réglementée.

Par dérogation à ces interdictions, la direction départementale de la protection des populations peut autoriser :

- les mouvements de volailles et de produits qui en sont issus dans la zone réglementée dans les conditions décrites par instruction du ministre applicable sous couvert d'un laissez-passer sanitaire délivré par la direction départementale de la protection des populations concernée.

- les mises en place de volailles dans la zone réglementée selon les conditions prévues par instruction du ministre applicable. Ces mises en place sont soumises à autorisation préalable de la
direction départementale de la protection des populations. Les demandes de remise en place sont adressées à la direction départementale de la protection des populations au moins 15 jours avant l’arrivée prévue des animaux. Silence gardé de la direction départementale de la protection des populations dans les 8 jours ouvrés suivant la date de réception de la demande de mise en place de volailles vaut autorisation.

- Le mouvement de produits et d’autres matériels issus de volailles détenues dans la zone réglementée dans les conditions prévues par instruction du ministre applicable.

Les visites vétérinaires et les analyses effectuées dans le cadre de ces dérogations précitées sont à la charge de l’opérateur et les analyses sont réalisées dans un laboratoire agréé.

**Article 3 : levée des mesures**

1. La levée d’une zone de protection peut intervenir au plus tôt 21 jours après la fin des opérations préliminaires de nettoyage et désinfection (DO) du dernier foyer de la zone et après la réalisation des visites dans les exploitations détenant des oiseaux permettant de conclure à une absence de suspicion ou de cas d’influenza aviaire dans la zone.

2. La levée d’une zone de surveillance peut intervenir au plus tôt 9 jours après la levée de la zone de protection correspondante et après la réalisation de visites, avec résultats favorables, parmi les exploitations détenant des oiseaux de la zone permettant de conclure à une absence de suspicion ou de cas d’influenza aviaire dans la zone.

3. La levée de la zone de surveillance avec assainissement ne peut intervenir, qu’après une période minimale de 4 semaines d’assainissement à compter de la levée de la zone de protection correspondante suivies de 4 semaines de surveillance des remises en place et après la réalisation des visites, avec résultats favorables, parmi les exploitations détenant des oiseaux de la zone permettant de conclure à une absence de suspicion ou de cas d’influenza aviaire dans la zone.

**Article 4 : abrogations**

L’arrêté Préfectoral N° APDDPP-22-0744 déterminant une zone réglementée suite à des déclarations d’infections d’influenza aviaire hautement pathogène sur des communes vendéennes, est abrogé.

**Article 5 : recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet dans les deux mois suivant sa notification, d'un recours gracieux auprès du préfet, d'un recours hiérarchique auprès du ministère en charge de l'agriculture ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent via le site www.telerecours.fr. Les recours gracieux ou hiérarchique prolongent le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse, l’absence de réponse au terme d’un délai de deux mois valant rejet implicite. Aucune de ces voies de recours ne suspend l’application de la présente décision.

**Article 6 : exécution**

La secrétaire générale de la préfecture, le directeur départemental de la protection des populations, les maires des communes concernées, et les vétérinaires sanitaires des exploitations concernées, sont responsables, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vendée et dont une copie sera affichée en mairie dans les communes concernées.

Fait à LA ROCHE SUR YON, le 20/06/2022

Pour le préfet et par délégation,

Pour le directeur départemental de la protection des populations,

La directrice adjointe
Maryvonne REYNAUD

185 Bd du Maréchal Leclerc
BP 795
85 020 LA ROCHE SUR YON Cedex
Tel : 02.51.47.10.00 – Mel : ddpp@vendee.gouv.fr


<table>
<thead>
<tr>
<th>Commune</th>
<th>INSEE</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>ANTIGNY</td>
<td>85005</td>
</tr>
<tr>
<td>BAZOGES-EN-PAILLERS</td>
<td>85013</td>
</tr>
<tr>
<td>BEAUREPAIRE</td>
<td>85017</td>
</tr>
<tr>
<td>BOUFFERE</td>
<td>85027</td>
</tr>
<tr>
<td>BREUIL-BARRET</td>
<td>85037</td>
</tr>
<tr>
<td>CEZAIS</td>
<td>85041</td>
</tr>
<tr>
<td>CHAMBRETAUD</td>
<td>85048</td>
</tr>
<tr>
<td>CHAVAGNES-EN-PAILLERS</td>
<td>85065</td>
</tr>
<tr>
<td>CHAVAGNES-LES-REDOUX</td>
<td>85066</td>
</tr>
<tr>
<td>CHEFFOIS</td>
<td>85067</td>
</tr>
<tr>
<td>CUGAND</td>
<td>85076</td>
</tr>
<tr>
<td>L'HERBERGEMENT</td>
<td>85260</td>
</tr>
<tr>
<td>LA BERNARDIERE</td>
<td>85021</td>
</tr>
<tr>
<td>LA BOISSIERE-DE-MONTAIGU</td>
<td>85025</td>
</tr>
<tr>
<td>LA BRUFFIERE</td>
<td>85039</td>
</tr>
<tr>
<td>LA CHATAIGNERAIE</td>
<td>85059</td>
</tr>
<tr>
<td>LA COPECHAGNIERE</td>
<td>85072</td>
</tr>
<tr>
<td>LA GAUBRETIERE</td>
<td>85097</td>
</tr>
<tr>
<td>LA GUYONNIERE</td>
<td>85107</td>
</tr>
<tr>
<td>LA MEILLERAIE-TILLAY</td>
<td>85140</td>
</tr>
<tr>
<td>LA TARDIERE</td>
<td>85289</td>
</tr>
<tr>
<td>LA VERRIE</td>
<td>85302</td>
</tr>
<tr>
<td>LE BOUPERE</td>
<td>85031</td>
</tr>
<tr>
<td>LES BROUZILS</td>
<td>85038</td>
</tr>
<tr>
<td>LES EPESES</td>
<td>85082</td>
</tr>
<tr>
<td>LES HERBIERS</td>
<td>85109</td>
</tr>
<tr>
<td>LES LANDES-GENUSSON</td>
<td>85119</td>
</tr>
<tr>
<td>Commune</td>
<td>Code</td>
</tr>
<tr>
<td>---------------------------------</td>
<td>-------</td>
</tr>
<tr>
<td>MALLIEVRE</td>
<td>85134</td>
</tr>
<tr>
<td>MENOMBLET</td>
<td>85141</td>
</tr>
<tr>
<td>MESNARD-LA-BAROTIERE</td>
<td>85144</td>
</tr>
<tr>
<td>MONSIREIGNE</td>
<td>85145</td>
</tr>
<tr>
<td>MONTOURNAIS</td>
<td>85147</td>
</tr>
<tr>
<td>MONTREVERD</td>
<td>85197</td>
</tr>
<tr>
<td>MORTAGNE-SUR-SEVRE</td>
<td>85151</td>
</tr>
<tr>
<td>MOUILLERON-SAINT-GERMAIN</td>
<td>85154</td>
</tr>
<tr>
<td>POUZAUGES</td>
<td>85182</td>
</tr>
<tr>
<td>REAUMUR</td>
<td>85187</td>
</tr>
<tr>
<td>ROCHESERVIERE</td>
<td>85190</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-AUBIN-DES-ORMEAUX</td>
<td>85198</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-FULGENT</td>
<td>85215</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-GEORGES-DE-MONTAIGU</td>
<td>85217</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-HILAIRE-DE-LOULAY</td>
<td>85224</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-LAURENT-SUR-SEVRE</td>
<td>85238</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-MALO-DU-BOIS</td>
<td>85240</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-MARS-LA REORTHE</td>
<td>85242</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-MARTIN-DES-TILLEULS</td>
<td>85247</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-MAURICE-DES-NOUES</td>
<td>85251</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-MAURICE-LE-GIRARD</td>
<td>85390</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-MESMIN</td>
<td>85254</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-PAUL-EN-PAREDS</td>
<td>85259</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-PHILBERT-DE-BOUaine</td>
<td>85262</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-PIERRE-DU-CHEMIN</td>
<td>85264</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-PROUANT</td>
<td>85266</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-SULPICE-EN-PAREDS</td>
<td>85271</td>
</tr>
<tr>
<td>SEVREMONT</td>
<td>85090</td>
</tr>
<tr>
<td>TALLUD-SAINTE-GEMME</td>
<td>85287</td>
</tr>
<tr>
<td>TIFFAUGES</td>
<td>85293</td>
</tr>
</tbody>
</table>
ANNEXE 2 : Zone de surveillance avec assainissement

2.a : communes en zone de surveillance avec assainissement depuis le 30/05/2022

<table>
<thead>
<tr>
<th>Commune</th>
<th>INSEE</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>APREMONT</td>
<td>85006</td>
</tr>
<tr>
<td>BEAUVOIR-SUR-MER</td>
<td>85018</td>
</tr>
<tr>
<td>BENET</td>
<td>85020</td>
</tr>
<tr>
<td>BOIS-DE-CENE</td>
<td>85024</td>
</tr>
<tr>
<td>BOUIN</td>
<td>85029</td>
</tr>
<tr>
<td>CHALLANS</td>
<td>85047</td>
</tr>
<tr>
<td>CHATEAUNEUF</td>
<td>85062</td>
</tr>
<tr>
<td>COEX</td>
<td>85070</td>
</tr>
<tr>
<td>COMMEQUIERS</td>
<td>85071</td>
</tr>
<tr>
<td>FALLERON</td>
<td>85086</td>
</tr>
<tr>
<td>FOUSSAIS PAYRE</td>
<td>85094</td>
</tr>
<tr>
<td>FROIDFOND</td>
<td>85095</td>
</tr>
<tr>
<td>LA GARNACHE</td>
<td>85096</td>
</tr>
<tr>
<td>MACHE</td>
<td>85130</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-CHRISTOPHE-DU-LIGNERON</td>
<td>85204</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-GERVAIS</td>
<td>85221</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-HILAIRE-DES-LOGES</td>
<td>85227</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-MAIXENT-SUR-VIE</td>
<td>85239</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-REVEREND</td>
<td>85268</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-URBAIN</td>
<td>85273</td>
</tr>
<tr>
<td>SALLERTAINE</td>
<td>85280</td>
</tr>
<tr>
<td>SOULLANS</td>
<td>85284</td>
</tr>
<tr>
<td>Commune</td>
<td>INSEE</td>
</tr>
<tr>
<td>-------------------------</td>
<td>--------</td>
</tr>
<tr>
<td>AIZENAY</td>
<td>85003</td>
</tr>
<tr>
<td>BEAUFOU</td>
<td>85015</td>
</tr>
<tr>
<td>BELLEVIGNY</td>
<td>85019</td>
</tr>
<tr>
<td>DOIX-LES-FONTAINES</td>
<td>85080</td>
</tr>
<tr>
<td>DOMPIERRE-SUR-YON</td>
<td>85081</td>
</tr>
<tr>
<td>FONTENAY-LE-COMTE</td>
<td>85092</td>
</tr>
<tr>
<td>FOUGERE</td>
<td>85093</td>
</tr>
<tr>
<td>GRAND'LANDES</td>
<td>85102</td>
</tr>
<tr>
<td>LA CHAIZE-LE-VICOMTE</td>
<td>85046</td>
</tr>
<tr>
<td>LA CHAPELLE-PALLUAU</td>
<td>85055</td>
</tr>
<tr>
<td>LA FERRIERE</td>
<td>85089</td>
</tr>
<tr>
<td>LA GENETOUZE</td>
<td>85098</td>
</tr>
<tr>
<td>LA MERLATIERE</td>
<td>85142</td>
</tr>
<tr>
<td>LA ROCHE-SUR-YON</td>
<td>85191</td>
</tr>
<tr>
<td>LA TAILLEE</td>
<td>85286</td>
</tr>
<tr>
<td>LE POIRE-SUR-VIE</td>
<td>85178</td>
</tr>
<tr>
<td>LES LUCS-SUR-BOULOGNE</td>
<td>85129</td>
</tr>
<tr>
<td>LES VELLUIRE-SUR-VENDEE</td>
<td>85177</td>
</tr>
<tr>
<td>MONTREUIL</td>
<td>85148</td>
</tr>
<tr>
<td>MOUILLERON-LE-CAPTIF</td>
<td>85155</td>
</tr>
<tr>
<td>PALLUAU</td>
<td>85169</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-DENIS-LA-CHEVASSE</td>
<td>85208</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-ETIENNE-DU-BOIS</td>
<td>85210</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-MARTIN-DE-FRAINNEAU</td>
<td>85244</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-MARTIN-DES-NOYERS</td>
<td>85246</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-MICHEL-LE-CLOUQ</td>
<td>85256</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-PAUL-MONT-PENIT</td>
<td>85260</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-PIERRE-LE-VIEUX</td>
<td>85265</td>
</tr>
</tbody>
</table>
2.c : communes en zone de surveillance avec assainissement depuis le 13/06/2022

<table>
<thead>
<tr>
<th>Commune</th>
<th>INSEE</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>AUBIGNY-LES-CLOUZEAUX</td>
<td>85008</td>
</tr>
<tr>
<td>AUCHAY-SUR-VENDEE</td>
<td>85044</td>
</tr>
<tr>
<td>BAZOGES-EN-PAREDS</td>
<td>85014</td>
</tr>
<tr>
<td>BEAULIEU-SOUS-LA ROCHE</td>
<td>85016</td>
</tr>
<tr>
<td>BESSAY</td>
<td>85023</td>
</tr>
<tr>
<td>BOURNEAU</td>
<td>85033</td>
</tr>
<tr>
<td>BOURNEZEAU</td>
<td>85034</td>
</tr>
<tr>
<td>BREM-SUR-MER</td>
<td>85243</td>
</tr>
<tr>
<td>CHANTONNAY</td>
<td>85051</td>
</tr>
<tr>
<td>CHATEAU D’OLONNE</td>
<td>85060</td>
</tr>
<tr>
<td>CHATEAUGUIBERT</td>
<td>85061</td>
</tr>
<tr>
<td>CORPE</td>
<td>85073</td>
</tr>
<tr>
<td>GROSBREUIL</td>
<td>85103</td>
</tr>
<tr>
<td>L’ORBRIE</td>
<td>85167</td>
</tr>
<tr>
<td>LA CAILLERE-SAINT-HILAIRE</td>
<td>85040</td>
</tr>
<tr>
<td>LA CHAPELLE-HERMIER</td>
<td>85054</td>
</tr>
<tr>
<td>LA CHAPELLE-THEMAIRE</td>
<td>85056</td>
</tr>
<tr>
<td>LA JAUDONNIERE</td>
<td>85115</td>
</tr>
<tr>
<td>LA JONCHERE</td>
<td>85116</td>
</tr>
<tr>
<td>LA REORTHE</td>
<td>85188</td>
</tr>
<tr>
<td>L’AIGUILLON-SUR-VIE</td>
<td>85002</td>
</tr>
<tr>
<td>LANDERONDE</td>
<td>85118</td>
</tr>
<tr>
<td>LANDEVIELLE</td>
<td>85120</td>
</tr>
<tr>
<td>LE GIROUARD</td>
<td>85099</td>
</tr>
<tr>
<td>LE GIVRE</td>
<td>85101</td>
</tr>
<tr>
<td>Village</td>
<td>Code Postal</td>
</tr>
<tr>
<td>-------------------------</td>
<td>-------------</td>
</tr>
<tr>
<td>LE LANGON</td>
<td>85121</td>
</tr>
<tr>
<td>LE TABLIER</td>
<td>85285</td>
</tr>
<tr>
<td>LES ACHARDS</td>
<td>85152</td>
</tr>
<tr>
<td>LES MAGNOLS-REIGNIERS</td>
<td>85131</td>
</tr>
<tr>
<td>LES PINEAUX</td>
<td>85175</td>
</tr>
<tr>
<td>L'HERMENAUT</td>
<td>85110</td>
</tr>
<tr>
<td>L'IILE D'OLOMNE</td>
<td>85112</td>
</tr>
<tr>
<td>LONGEVEVES</td>
<td>85126</td>
</tr>
<tr>
<td>LUCON</td>
<td>85128</td>
</tr>
<tr>
<td>MAREUIL-SUR-LAY-DISSAIS</td>
<td>85135</td>
</tr>
<tr>
<td>MARSAIS-SAINTE-RADEGONDE</td>
<td>85137</td>
</tr>
<tr>
<td>MARTINET</td>
<td>85138</td>
</tr>
<tr>
<td>MERVENT</td>
<td>85143</td>
</tr>
<tr>
<td>MOUTIERS-LES-MAUXFAITS</td>
<td>85156</td>
</tr>
<tr>
<td>MOUTIERS-SUR-LE-LAY</td>
<td>85157</td>
</tr>
<tr>
<td>MOUZEUIL-SAINT-MARTIN</td>
<td>85158</td>
</tr>
<tr>
<td>NALLIERS</td>
<td>85159</td>
</tr>
<tr>
<td>NESMY</td>
<td>85160</td>
</tr>
<tr>
<td>PEAUT</td>
<td>85171</td>
</tr>
<tr>
<td>PETERS</td>
<td>85174</td>
</tr>
<tr>
<td>PISSOTTE</td>
<td>85176</td>
</tr>
<tr>
<td>POUILLE</td>
<td>85181</td>
</tr>
<tr>
<td>RIVE-DE-L'YON</td>
<td>85213</td>
</tr>
<tr>
<td>ROSNAY</td>
<td>85193</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-AUBIN-LA-PLAINE</td>
<td>85199</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-AVAUGOURD-DES-LANDES</td>
<td>85200</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-BENOIST-SUR-MER</td>
<td>85201</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-CYR-DES-GATS</td>
<td>85205</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-CYR-EN-TALMONDAIS</td>
<td>85206</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINTE-FLAIVE-DES-LOUPS</td>
<td>85211</td>
</tr>
<tr>
<td>Commune</td>
<td>INSEE</td>
</tr>
<tr>
<td>-------------------------------</td>
<td>-------</td>
</tr>
<tr>
<td>CHAUCHE</td>
<td>85064</td>
</tr>
<tr>
<td>ESSARTS-EN-BOCAGE</td>
<td>85084</td>
</tr>
<tr>
<td>LA RABATELIERE</td>
<td>85186</td>
</tr>
<tr>
<td>MOUCHAMPS</td>
<td>85153</td>
</tr>
</tbody>
</table>

2.d : communes en zone de surveillance avec assainissement à compter du 20/06/2022
<table>
<thead>
<tr>
<th>Commune</th>
<th>INSEE</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>ANGLES</td>
<td>85004</td>
</tr>
<tr>
<td>AVRILLE</td>
<td>85010</td>
</tr>
<tr>
<td>BRETIGNOLLES-SUR-MER</td>
<td>85035</td>
</tr>
<tr>
<td>CHAILLE-LES-MARAIS</td>
<td>85042</td>
</tr>
<tr>
<td>CHAMPAGNE-LES-MARAIS</td>
<td>85049</td>
</tr>
<tr>
<td>CHASNAIS</td>
<td>85058</td>
</tr>
<tr>
<td>CURZON</td>
<td>85077</td>
</tr>
<tr>
<td>GIVRAND</td>
<td>85100</td>
</tr>
<tr>
<td>GRUES</td>
<td>85104</td>
</tr>
<tr>
<td>JARD-SUR-MER</td>
<td>85114</td>
</tr>
<tr>
<td>LA BOISSIERE-DES-LANDES</td>
<td>85026</td>
</tr>
<tr>
<td>LA BRETONNIERE-LA-CLAYE</td>
<td>85036</td>
</tr>
<tr>
<td>LA CHAIZE-GIRAUD</td>
<td>85045</td>
</tr>
<tr>
<td>LA COUTURE</td>
<td>85074</td>
</tr>
<tr>
<td>LA FAUTE-SUR-MER</td>
<td>85307</td>
</tr>
<tr>
<td>LA TRANCHE-SUR-MER</td>
<td>85294</td>
</tr>
<tr>
<td>L'AIGUILLON-SUR-MER</td>
<td>85001</td>
</tr>
</tbody>
</table>

ANNEXE 3 : Zone de surveillance

3.a - Communes en zone de surveillance contigües à la zone de surveillance avec assainissement citée au point 2.c de l'annexe 2 - communes en zone indemne à compter du 23/06/22 :
<table>
<thead>
<tr>
<th>Commune</th>
<th>INSEE</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>LAIROUX</td>
<td>85117</td>
</tr>
<tr>
<td>LE BERNARD</td>
<td>85022</td>
</tr>
<tr>
<td>LE CHAMP-SAINT-PERE</td>
<td>85050</td>
</tr>
<tr>
<td>LES SABLES D’OLONNE</td>
<td>85194</td>
</tr>
<tr>
<td>LONGEVILLE-SUR-MER</td>
<td>85127</td>
</tr>
<tr>
<td>MOREILLES</td>
<td>85149</td>
</tr>
<tr>
<td>NIEUL-LE-DOLENT</td>
<td>85161</td>
</tr>
<tr>
<td>OLONNE-SUR-MER</td>
<td>85166</td>
</tr>
<tr>
<td>POIROUX</td>
<td>85179</td>
</tr>
<tr>
<td>PUYRAVAULT</td>
<td>85185</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-DENIS-DU-PAYRE</td>
<td>85207</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINTE-RADEGONDE-DES-NOYERS</td>
<td>85267</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-GILLES-CROIX-DE-VIE</td>
<td>85222</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-HILAIRE-LA-FORET</td>
<td>85231</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-MICHEL-EN-L’HERM</td>
<td>85255</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-VINCENT-SUR-JARD</td>
<td>85278</td>
</tr>
<tr>
<td>TRIAIZE</td>
<td>85297</td>
</tr>
</tbody>
</table>

3.b - Autres communes en zone de surveillance :

<table>
<thead>
<tr>
<th>Commune</th>
<th>INSEE</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>FAYMOREAU</td>
<td>85087</td>
</tr>
<tr>
<td>LA CHAPELLE-AUX-LYS</td>
<td>85053</td>
</tr>
<tr>
<td>LOGE-FOUGEREUSE</td>
<td>85125</td>
</tr>
<tr>
<td>MARILLET</td>
<td>85136</td>
</tr>
<tr>
<td>PUY-DE-SERRE</td>
<td>85184</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-HILAIRE-DE-VOUST</td>
<td>85229</td>
</tr>
</tbody>
</table>
## ANNEXE 4 : Zone indemne

<table>
<thead>
<tr>
<th>Commune</th>
<th>INSEE</th>
</tr>
</thead>
<tbody>
<tr>
<td>BARBATRE</td>
<td>85011</td>
</tr>
<tr>
<td>BOUILLE-COURDAULT</td>
<td>85028</td>
</tr>
<tr>
<td>DAMVIX</td>
<td>85078</td>
</tr>
<tr>
<td>LA BARRE-DE-MONTS</td>
<td>85012</td>
</tr>
<tr>
<td>LA GUERINIÈRE</td>
<td>85106</td>
</tr>
<tr>
<td>LE FENOUILLER</td>
<td>85088</td>
</tr>
<tr>
<td>LE GUE-DE-VELLUIRE</td>
<td>85105</td>
</tr>
<tr>
<td>LE MAZEAU</td>
<td>85139</td>
</tr>
<tr>
<td>LE PERRIER</td>
<td>85172</td>
</tr>
<tr>
<td>L'ÉPINE</td>
<td>85083</td>
</tr>
<tr>
<td>LIEZ</td>
<td>85123</td>
</tr>
<tr>
<td>L'ÎLE D'ELLE</td>
<td>85111</td>
</tr>
<tr>
<td>MAILLE</td>
<td>85132</td>
</tr>
<tr>
<td>MAILLEZAIS</td>
<td>85133</td>
</tr>
<tr>
<td>NOIRMOUTIER-EN-L'ILE</td>
<td>85163</td>
</tr>
<tr>
<td>NOTRE-DAME-DE-MONTS</td>
<td>85164</td>
</tr>
<tr>
<td>NOTRE-DAME-DE-RIEZ</td>
<td>85189</td>
</tr>
<tr>
<td>RIVES-D'AUTISE</td>
<td>85162</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-HILAIRE-DE-RIEZ</td>
<td>85226</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-JEAN-DE-MONTS</td>
<td>85234</td>
</tr>
<tr>
<td>SAINT-SIGISMOND</td>
<td>85269</td>
</tr>
<tr>
<td>XANTON-CHASSENON</td>
<td>85306</td>
</tr>
</tbody>
</table>